



COMMISSION EUROPÉENNE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Bruxelles, le
SG-Greffe(2019) D/

REPRÉSENTATION PERMANENTE
DE LA BELGIQUE AUPRÈS DE
L'UNION EUROPÉENNE
Rue Belliard 65
1040 BRUXELLES
BELGIQUE

Objet: Lettre de mise en demeure complémentaire - Infraction n° 2018/2283

Le secrétariat général vous prie de bien vouloir transmettre la lettre ci-jointe au ministre des affaires étrangères et européennes.

Pour le Secrétaire général,

Robert ANDRECS

Annexe: C(2019) 6697 final

BE



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 10.10.2019

2018/2283

C(2019) 6697 final

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'attirer de nouveau votre attention sur les dispositions de la législation belge transposant la directive 2005/36/CE¹ telle que modifiée par la directive 2013/55/UE².

Une première procédure d'infraction, concernant notamment les obligations de déclaration et de notification (affaire n° 2018/2162), a été ouverte par une lettre de mise en demeure envoyée le 20 juillet 2018 [réf.: SG(2018)D/15022; C(2018)4641]. À la suite de la réponse des autorités belges le 19 octobre 2018 [réf.: INF(2018)116530], un avis motivé a été adressé à la Belgique le 8 mars 2019 [réf.: SG(2019)D/3837; C(2019)1231].

Une deuxième procédure d'infraction (affaire n° 2018/2283) concernant d'autres dispositions de la directive, à savoir les définitions, les règles sur la libre prestation de services, la liberté d'établissement, la reconnaissance de l'expérience professionnelle, les règles sur les professions de certains secteurs bénéficiant d'une reconnaissance automatique, les documents et les formalités d'établissement, la reconnaissance des stages professionnels, ainsi que d'autres dispositions connexes du droit de l'Union, a été ouverte par une deuxième lettre de mise en demeure envoyée le 25 janvier 2019 [réf.: SG(2019)D/1312; C(2019)443].

¹ Directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

² Directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur («règlement IMI»)

Son Excellence Monsieur Didier REYNDERS
Ministre des Affaires étrangères et européennes
Rue des Petits Carmes, 15
B - 1000 Bruxelles

Par lettre datée du 15 février 2019 [réf.: INF(2019)117005], la Belgique a demandé une prolongation du délai de réponse à la lettre de mise en demeure du 25 janvier 2019. Un délai supplémentaire d'un mois lui a été accordé par lettre du 20 février 2019 [Ares(2019)1060517]. La Belgique a répondu à la lettre de mise en demeure le 24 avril 2019 [INF(2019)117447]. Cette réponse est toujours en cours d'examen et la présente lettre ne contient aucun élément préjugant de l'issue de cette évaluation.

Dans la présente lettre de mise en demeure complémentaire, la Commission souhaite soulever une question supplémentaire, à savoir une question qui n'a pas été spécifiquement soulevée dans la lettre de mise en demeure du 25 janvier 2019, en ce qui concerne la mise en œuvre de l'article 21, paragraphe 6, et de l'article 31 de la directive 2005/36/CE.

1. CADRE JURIDIQUE APPLICABLE

1.1. Cadre juridique pertinent de l'UE

La directive 2005/36/CE, adoptée le 7 septembre 2005, établit les règles selon lesquelles un État membre qui subordonne l'accès à une profession réglementée ou l'exercice de celle-ci, sur son territoire, à la possession d'une qualification professionnelle spécifique doit reconnaître les qualifications professionnelles acquises dans un ou plusieurs autres États membres et qui permettent au titulaire desdites qualifications d'accéder sur le territoire dudit État membre à la même profession et de l'y exercer. Tous les États membres auraient dû avoir transposé cette directive au plus tard le 20 octobre 2007. L'article 63 de cette dernière dispose que les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à ladite directive et qu'ils en informent immédiatement la Commission.

La directive 2013/55/UE a été adoptée le 20 novembre 2013 et modifie la directive 2005/36/CE. Tous les États membres auraient dû mettre en œuvre la directive 2013/55/UE le 18 janvier 2016 au plus tard. Aux termes de l'article 3, paragraphe 5, de ladite directive, les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la directive.

Pour faciliter la lecture, chaque fois que la Commission évoquera la directive 2005/36/CE, elle entendra le texte dans sa version modifiée. Aux fins de la présente lettre, les articles pertinents de la directive sont l'article 21, paragraphe 6, et l'article 31.

1.2. Cadre juridique belge

En ce qui concerne la Communauté flamande, les règles pertinentes figurent à l'article 3, points 18° et 47°, et aux articles 125 et 132 du Codex Secundair Onderwijs³, en combinaison avec les articles 55, 56 et 59 du décret van de Vlaamse Regering van 30 april 2009 betreffende het Secundair na Secundair onderwijs en het hoger beroepsonderwijs⁴.

Pour la Communauté germanophone, les dispositions pertinentes sont l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 13 juin 1997 fixant les conditions de collation du brevet en soins infirmiers modifié par l'arrêté de la Communauté germanophone du 9 décembre 2010⁵ et l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 10 juillet 1997 fixant les dispositions relatives aux stages à accomplir en vue de l'obtention du brevet en soins infirmiers⁶.

2. NON-CONFORMITE DU CADRE JURIDIQUE BELGE AVEC LES EXIGENCES MINIMALES EN MATIERE DE FORMATION DES INFIRMIERS RESPONSABLES DE SOINS GENERAUX VISEES A LA DIRECTIVE 2005/36/CE

En vertu de l'article 21, paragraphe 6, de la directive 2005/36/CE, chaque État membre subordonne l'accès et l'exercice des activités professionnelles d'infirmier responsable de soins généraux à la possession d'un titre de formation visé au point 5.2.2 de l'annexe V, donnant la garantie que le professionnel concerné a acquis pendant la durée totale de sa formation, les connaissances, les aptitudes et les compétences visées à l'article 31, paragraphes 6 et 7, de la directive 2005/36/CE.

L'article 31 de la directive 2005/36/CE définit les exigences minimales en matière de formation des infirmiers responsables de soins généraux. Conformément à l'article 31, paragraphe 2, la formation d'infirmier responsable de soins généraux est effectuée à temps plein et porte au moins sur le programme figurant à l'annexe V, point 5.2.1.

En vertu de l'article 31, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE, la formation d'infirmier responsable de soins généraux comprend un total d'au moins trois années d'études et représente au moins 4 600 heures d'enseignement théorique et clinique, la durée de l'enseignement théorique représentant au moins un tiers et celle de l'enseignement clinique au moins la moitié de la durée minimale de la formation.

³ disponible à: <https://data-onderwijs.vlaanderen.be/edulex/document.aspx?docid=14289>

⁴ disponible à: <https://data-onderwijs.vlaanderen.be/edulex/document.aspx?docid=14112>

⁵ disponible à:
http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=1997061333&table_name=loi

⁶ disponible à:
http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=1997071046&table_name=loi

Avant les modifications introduites par la directive 2013/55/UE, ces exigences étaient différentes dans la mesure où au moins trois années d'études ou au moins 4 600 heures d'enseignement théorique et clinique étaient requises.

Les années d'études peuvent aussi être exprimées en crédits ECTS équivalents, mais il demeure nécessaire de les exprimer en années et en heures.

Compte tenu des définitions des enseignements théorique et clinique visées à l'article 31, paragraphe 4, et à l'article 31, paragraphe 5, de la directive 2005/36/CE, l'auto-apprentissage n'est pas pris en considération dans les durées minimales de formation susmentionnées.

La Commission comprend que le niveau fédéral est le niveau compétent pour fixer les exigences d'accès à la profession d'infirmier responsable de soins généraux et pour délivrer, une fois que les candidats ont satisfait aux exigences minimales en matière de formation, une autorisation (dénommée le «visa de pratique») permettant à son titulaire d'exercer la profession. Toutefois, il est de la compétence exclusive des trois Communautés d'organiser les programmes de formation devant correspondre à ces exigences fédérales. La qualification d'infirmier responsable de soins généraux est obtenue en Belgique dans le cadre de différents programmes de formation, répartis en deux catégories, à savoir: 1) le niveau de bachelier et 2) le niveau d'enseignement professionnel secondaire complémentaire.

La Commission note que, tandis que la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé (ci-après la «loi sur les professions de santé») semble transposer correctement les exigences minimales en matière de formation énoncées dans la directive 2005/36/CE, il apparaît que certains programmes de formation énoncés dans la législation des Communautés et autorisant les diplômés à demander un visa de pratique au niveau fédéral ne respectent pas ces exigences minimales en matière de formation.

2.1.1. HBO5 en Flandre et Brevets in Krankenpflege dans la Communauté germanophone

Outre les questions soulevées dans sa lettre de mise en demeure du 25 janvier 2019 [réf.: SG(2019)D/1312; C(2019)443], la Commission tient à souligner que les programmes de formation dispensés au niveau de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire dans la Communauté flamande et dans la Communauté germanophone, mieux connus sous le nom de «HBO5» en Flandre et de «Brevets in Krankenpflege» dans la Communauté germanophone, semblent ne pas satisfaire aux exigences minimales en matière de formation visées à l'article 31 de la directive 2005/36/CE. En effet, plusieurs sources accessibles au public confirment que la formation HBO5 actuelle en Flandre et les «Brevets in Krankenpflege» dans la Communauté germanophone ne sont pas conformes aux exigences minimales en ce qui concerne les heures de formation, les compétences et les programmes de stages, qui auraient dû être respectées pour les étudiants ayant commencé leur formation depuis septembre 2016. Il ressort clairement de la législation en vigueur dans la Communauté flamande que le programme d'enseignement destiné à obtenir le diplôme de «gegradueerde verpleger/verpleegster» (HBO5), tel que mentionné à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, ne prévoit que

3 600 heures de formation⁷. De même, les arrêtés pertinents en vigueur dans la Communauté germanophone sont contradictoires et permettent de conclure que les exigences minimales applicables aux programmes de formation conduisant au diplôme «d’infirmier(ère) gradué(e)» sont fixées à 3 601 heures de formation, dont seulement 1 867 heures doivent être consacrées à la formation clinique⁸.

Toutefois, il semble que les étudiants suivant ces programmes, dont les premiers qui auraient dû être formés conformément aux nouvelles exigences prévues par la directive 2013/55/UE ont obtenu leur diplôme en juin 2019, auront encore accès à la profession d’infirmier responsable de soins généraux en violation des exigences de la directive 2005/36/CE⁹.

La Commission considère par conséquent que la Belgique n’a pas rempli les obligations qui lui incombent en vertu de l’article 21, paragraphe 6, et de l’article 31 de la directive 2005/36/CE en n’adaptant pas ses programmes de formation du «gegraduateerde verpleger/verpleegster» (HBO5) et des «Brevets in Krankenpflege» donnant accès à la profession d’infirmier responsable de soins généraux en Belgique aux exigences minimales prévues par la directive 2005/36/CE.

⁷ Voir l'article 3, points 18° et 47°, ainsi que les articles 125 et 132 du besluit van de Vlaamse Regering van 17 december houdende de codificatie betreffende het secundair onderwijs (disponible à: <https://data-onderwijs.vlaanderen.be/edulex/document.aspx?docid=14289>) en combinaison avec les articles 55, 56 et 59 du décret van de Vlaamse Regering van 30 april 2009 betreffende het secundair na secundair onderwijs en het hoger beroepsonderwijs (disponible à: <https://data-onderwijs.vlaanderen.be/edulex/document.aspx?docid=14112>.)

⁸ Art. 2 de l’arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 13 juin 1997 fixant les conditions de collation du brevet en soins infirmiers modifié par l’arrêté de la Communauté germanophone du 9 décembre 2010 (disponible à: http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=1997061333&table_na me=loi); Art. 6 de l’arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 10 juillet 1997 fixant les dispositions relatives aux stages à accomplir en vue de l’obtention du brevet en soins infirmiers (disponible à: http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=1997071046&table_na me=loi).

⁹ Voir, par exemple, les déclarations explicites du ministre flamand de l’éducation sur cette question: <https://www.vlaamsparlement.be/commissies/commissievergaderingen/1246484/verslag/1250810>; <https://www.vlaamsparlement.be/commissies/commissievergaderingen/1266286/verslag/1270229>

3. CONCLUSION

En conséquence, la Commission européenne estime, à la suite de sa lettre de mise en demeure du 25 janvier 2019 [réf.: SG(2019)D/1312; C(2019)443], que la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 21, paragraphe 6, et de l'article 31 de la directive 2005/36/CE.

La Commission invite votre gouvernement, comme le prévoit l'article 258 du TFUE, à lui faire parvenir ses observations sur ce qui précède dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente lettre complémentaire de mise en demeure.

Après avoir pris connaissance de ces observations, ou si aucune observation ne lui est transmise dans le délai prescrit, la Commission se réserve le droit d'émettre, s'il y a lieu, l'avis motivé prévu au même article.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Par la Commission

Elżbieta BIENKOWSKA

Membre de la Commission

AMPLIATION CERTIFIÉE CONFORME
Pour le Secrétaire général,

Jordi AYET PUIGARNAU
Directeur du Greffe
COMMISSION EUROPEENNE



EUROPESE COMMISSIE

Brussel, 10.10.2019

2018/2283

C(2019) 6697 final

Excellentie,

Ik zou opnieuw uw aandacht willen vestigen op de bepalingen van de Belgische wetgeving tot omzetting van Richtlijn 2005/36/EG¹, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2013/55/EU².

Er is een eerste inbreukprocedure met betrekking tot met name rapporterings- en kennisgevingsverplichtingen (zaaknummer 2018/2162) ingesteld bij een op 20 juli 2018 verzonden aanmaningsbrief (ref: SG(2018)D/15022;C(2018)4641). Naar aanleiding van het antwoord van België van 19 oktober 2018 (ref.: INF(2018)116530) werd op 8 maart 2019 een met redenen omkleed advies verzonden (ref.: SG(2019)D/3837; C(2019)1231).

Een tweede inbreukprocedure (zaaknummer 2018/2283) betreffende andere bepalingen van de richtlijn, namelijk definities, regels inzake vrije dienstverrichting, vrijheid van vestiging, erkenning van beroepservaring, regels inzake sectorale beroepen die automatisch worden erkend, documenten en formaliteiten voor vestiging, erkenning van beroepsstages en andere verwante EU-wetgeving, is ingeleid door middel van een tweede aanmaningsbrief die op 25 januari 2019 is verzonden (ref.: SG(2019)D/1312;C(2019)443).

¹ Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties.

² Richtlijn 2013/55/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013 tot wijziging van Richtlijn 2005/36/EG betreffende de erkenning van beroepskwalificaties en Verordening (EU) nr. 1024/2012 betreffende de administratieve samenwerking via het Informatiesysteem interne markt ("de IMI-verordening").

Zijne Excellentie de heer Didier Reynders
Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken
Karmelietenstraat 15
B - 1000 Brussel

Per brief van 15 februari 2019 (ref.: INF(2019)117005) verzocht België om een verlenging van de termijn om te antwoorden op de tweede aanmaningsbrief van 25 januari 2019. Extra uitstel van één maand werd toegestaan per brief van 20 februari 2019 (Ares(2019)1060517). België heeft op 24 april 2019 de aanmaningsbrief beantwoord (INF(2019)117447). Dit antwoord wordt nog onderzocht en niets in deze brief zal afbreuk doen aan het resultaat van die beoordeling.

In deze aanvullende aanmaningsbrief wenst de Commissie een extra punt aan de orde te stellen, d.w.z. een punt dat in de aanmaningsbrief van 25 januari 2019 niet specifiek aan de orde is gesteld, met betrekking tot de uitvoering van artikel 21, lid 6, en artikel 31 van Richtlijn 2005/36/EG.

1. TOEPASSELIJK RECHTSKADER

1.1. Toepasselijk rechtskader van de EU

Richtlijn 2005/36/EG, die is vastgesteld op 7 september 2005, bevat voorschriften die moeten worden toegepast door een lidstaat die de toegang tot of de uitoefening van een gereguleerd beroep op zijn grondgebied afhankelijk stelt van het bezit van een bepaalde beroepskwalificatie bij de erkenning van in een andere lidstaat (of andere lidstaten) verworven beroepskwalificaties en die de houder van die kwalificaties er het recht verlenen op toegang tot en uitoefening van hetzelfde beroep. Richtlijn 2005/36/EG moest uiterlijk op 20 oktober 2007 door alle lidstaten zijn omgezet. In artikel 63 van deze richtlijn is vastgelegd dat de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking moeten doen treden om aan de richtlijn te voldoen en dat zij de Commissie daarvan onverwijld in kennis moeten stellen.

Richtlijn 2013/55/EU werd op 20 november 2013 vastgesteld en strekt tot wijziging van Richtlijn 2005/36/EG. Richtlijn 2013/55/EU moest uiterlijk op 18 januari 2016 door alle lidstaten zijn omgezet. Artikel 3, lid 5, van deze richtlijn bepaalt dat de lidstaten de Commissie de tekst van de belangrijkste bepalingen van intern recht mededelen die zij op het onder deze richtlijn vallende gebied vaststellen.

Voor het leesgemak verwijst de Commissie hierna met Richtlijn 2005/36/EG naar de gewijzigde tekst. De artikelen van de richtlijn die in het kader van deze brief relevant zijn, zijn artikel 21, lid 6, en artikel 31.

1.2. Belgisch rechtskader

Wat de Vlaamse Gemeenschap betreft, zijn de relevante regels terug te vinden in artikel 3, leden 18 en 47, en de artikelen 125 en 132 van Codex Secundair Onderwijs³, in samenhang met de artikelen 55, 56 en 59 van het Decreet van de Vlaamse Regering van 30 april 2009 betreffende het secundair na secundair onderwijs en het hoger beroepsonderwijs⁴.

Voor de Duitse Gemeenschap zijn de relevante bepalingen artikel 2 van het Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 13 juni 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet in verpleegkundige verzorging wordt toegekend⁵, gewijzigd bij het Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 9 december 2010, en artikel 6 van het Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 10 juli 1997 tot vastlegging van de bepalingen betreffende de stages die met het oog op het verkrijgen van een brevet in verpleegkundige verzorging moeten worden gedaan⁶.

2. NIET-CONFORMITEIT VAN HET BELGISCHE WETTELIJKE KADER MET DE MINIMUMOPLEIDINGSEISEN VOOR VERANTWOORDELIJK ALGEMEEN ZIEKENVERPLEGERS ZOALS VASTGESTELD IN RICHTLIJN 2005/36/EG

Volgens artikel 21, lid 6, van Richtlijn 2005/36/EG stelt elke lidstaat de toegang tot en uitoefening van de beroepswerkzaamheden van verantwoordelijk algemeen ziekenverplegers afhankelijk van het bezit van een opleidingstitel als bedoeld in bijlage V, punt 5.2.2, die waarborgt dat de betrokkene gedurende zijn gehele opleiding de in artikel 31, leden 6 en 7, van Richtlijn 2005/36/EG bedoelde kennis, vaardigheden en competenties heeft verworven.

Artikel 31 van Richtlijn 2005/36/EG bevat de minimumopleidingseisen voor verantwoordelijk algemeen ziekenverplegers. Krachtens artikel 31, lid 2, is de opleiding tot verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger een voltijdse opleiding en omvat zij ten minste het in bijlage V, punt 5.2.1, opgenomen studieprogramma.

³ Beschikbaar op: <https://data-onderwijs.vlaanderen.be/edulex/document.aspx?docid=14289>

⁴ Beschikbaar op: <https://data-onderwijs.vlaanderen.be/edulex/document.aspx?docid=14112>

⁵ Beschikbaar op:
http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=nl&la=N&cn=1997061333&table_name=wet

⁶ Beschikbaar op:
http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=nl&la=N&cn=1997071046&table_name=wet

Volgens artikel 31, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG omvat de opleiding tot verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger in totaal ten minste drie studie jaren en bestaat zij uit ten minste uit 4 600 uur theoretisch en klinisch onderwijs, waarbij de duur van het theoretisch onderwijs ten minste een derde en die van het klinisch onderwijs ten minste de helft van de minimumduur van de opleiding bedraagt.

Vóór de bij Richtlijn 2013/55/EU ingevoerde wijzigingen verschilden deze eisen hierin dat ten minste drie studie jaren of ten minste 4 600 uur theoretisch en klinisch onderwijs waren vereist.

De studie jaren kunnen daarnaast worden uitgedrukt in een daaraan gelijkwaardig aantal ECTS-studiepunten, maar moeten nog steeds worden uitgedrukt in jaren en uren.

In het licht van de definities van theoretisch en klinisch onderwijs overeenkomstig artikel 31, leden 4 en 5, van Richtlijn 2005/36/EG, wordt zelfstudie niet meegerekend in de bovengenoemde minimumopleidingsduur.

De Commissie begrijpt dat het de federale overheid is die de eisen vaststelt voor toegang tot het beroep van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger en verantwoordelijk is voor de afgifte van een vergunning die de houder ervan toelaat het beroep uit te oefenen, het zogenaamde “visum”, zodra de aanvragers aan de minimumopleidingseisen voldoen. Het zijn echter de drie gemeenschappen die de exclusieve bevoegdheid hebben om de opleidingsprogramma’s te organiseren die aan deze federale eisen beantwoorden. Wat de kwalificatie van algemeen ziekenverpleger betreft, worden de verscheidene Belgische opleidingsprogramma’s in twee categorieën verdeeld, namelijk 1) het niveau van de bachelor en 2) het niveau van het aanvullend secundair beroepsonderwijs.

De Commissie merkt op dat, terwijl de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen (hierna “de wet gezondheidszorgberoepen” genoemd) de in Richtlijn 2005/36/EG vastgestelde minimumopleidingseisen correct lijkt om te zetten, sommige opleidingsprogramma’s die in de wetgeving van de Gemeenschappen zijn opgenomen en afgestudeerden het recht geven een aanvraag in te dienen voor een visum op federaal niveau, niet aan deze minimumopleidingseisen voldoen.

2.1.1. HBO5 in Vlaanderen en Brevet in Krankenpflege in de Duitstalige Gemeenschap

In aanvulling op de kwesties die in haar aanmaningsbrief van 25 januari 2019 (ref.: SG(2019)D/1312;C(2019)443) aan de orde zijn gesteld, wil de Commissie erop wijzen dat de opleidingsprogramma’s op het niveau van het aanvullend secundair beroepsonderwijs die in de Vlaamse en de Duitstalige Gemeenschap worden verstrekt, beter bekend als “HBO5” in Vlaanderen en “Brevet in Krankenpflege” in de Duitstalige Gemeenschap, niet lijken te voldoen aan de minimumopleidingseisen die zijn vastgesteld in artikel 31 van Richtlijn 2005/36/EG. Verscheidene openbaar beschikbare bronnen bevestigen namelijk dat de huidige HBO5-opleiding in Vlaanderen en het “Brevet in Krankenpflege” in de Duitse Gemeenschap niet voldoen aan de minimumeisen inzake uren opleiding, competenties en stageprogramma’s, die voor studenten die hun opleiding vanaf september 2016 zijn begonnen, hadden moeten worden nageleefd. Uit de relevante wetgeving die in de Vlaamse Gemeenschap van kracht is, kan duidelijk worden afgeleid dat het onderwijsprogramma voor het behalen van het diploma van “gegradueerde

verpleger/verpleegster” (HBO5), zoals vermeld in bijlage V bij Richtlijn 2005/36/EG, slechts voorziet in 3 600 uur opleiding⁷. De desbetreffende besluiten van de regering die in de Duitse Gemeenschap van kracht zijn, bevatten ook tegenstrijdigheden en leiden tot de conclusie dat de minimumeisen voor de opleidingsprogramma’s die tot het diploma van “erkend verpleegkundige” leiden, 3 601 uur onderwijs bedragen, waarvan slechts 1 867 uur klinisch onderwijs moeten zijn⁸.

Het ziet er echter naar uit dat de studenten in die programma’s — waarvan de eerste groep die volgens de nieuwe vereisten van Richtlijn 2013/55/EU had moeten worden opgeleid, in juni 2019 is afgestudeerd —, nog steeds toegang zullen krijgen tot het beroep van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, hetgeen in strijd is met de vereisten van Richtlijn 2005/36/EG⁹.

De Commissie is derhalve van mening dat België zijn verplichtingen uit hoofde van artikel 21, lid 6, en artikel 31 van Richtlijn 2005/36/EG niet is nagekomen door zijn opleidingsprogramma’s van “gegradueerde verpleger/verpleegster” (HBO5) en “Brevet in Krankenpflege”, die toegang verlenen tot het beroep van algemeen ziekenverpleger in België, niet aan te passen aan de minimumeisen van Richtlijn 2005/36/EG.

⁷ Zie artikel 3, leden 18 en 47, en de artikelen 125 en 132 van het Besluit van de Vlaamse Regering van 17 december houdende de codificatie betreffende het secundair onderwijs (beschikbaar op: <https://data-onderwijs.vlaanderen.be/edulex/document.aspx?docid=14289>), in samenhang met de artikelen 55, 56 en 59 van het Decreet van de Vlaamse Regering van 30 april 2009 betreffende het secundair na secundair onderwijs en het hoger beroepsonderwijs (beschikbaar op: <https://data-onderwijs.vlaanderen.be/edulex/document.aspx?docid=14112>).

⁸ Artikel 2 van Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 13 juni 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet in verpleegkundige verzorging wordt toegekend, gewijzigd bij Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 9 december 2010 (beschikbaar op: http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=1997061333&table_name=loi), en artikel 6 van Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 10 juli 1997 tot vastlegging van de bepalingen betreffende de stages die met het oog op het verkrijgen van een brevet in verpleegkundige verzorging moeten worden gemaakt (beschikbaar op: http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=1997071046&table_name=loi).

⁹ Zie bijvoorbeeld duidelijke uitspraken in die zin van de Vlaamse minister van Onderwijs: <https://www.vlaamsparlement.be/commissies/commissievergaderingen/1246484/verslag/1250810> en <https://www.vlaamsparlement.be/commissies/commissievergaderingen/1266286/verslag/1270229>

3. CONCLUSIE

In aanvulling op haar ingebrekestelling van 25 januari 2019 (ref.: SG(2019)D/1312;C(2019)443) is de Europese Commissie bijgevolg van oordeel dat het België de krachtens artikel 21, lid 6, en artikel 31 van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen.

De Commissie verzoekt uw regering krachtens artikel 258 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie haar binnen twee maanden na ontvangst van deze aanvullende aanmaningsbrief haar opmerkingen over het hierboven uiteengezette standpunt te doen toekomen.

De Commissie behoudt zich het recht voor, na kennisneming van deze opmerkingen of indien deze opmerkingen haar niet binnen de vastgestelde termijn mochten bereiken, een met redenen omkleed advies als bedoeld in genoemd artikel uit te brengen.

Met bijzondere hoogachting,

Voor de Commissie

Elżbieta BIENKOWSKA

Lid van de Commissie

VOOR GELIJKLUIDEND AFSCRIFT
Voor de secretaris-generaal

Jordi AYET PUIGARNAU
Directeur van de Griffie
EUROPESE COMMISSIE